



DÉPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES

DIRECTION GÉNÉRALE
DES SERVICES DÉPARTEMENTAUX

DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE
POUR LES SERVICES TECHNIQUES

DIRECTION DES ROUTES
ET DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT

ARD Littoral-Ouest-Antibes

ARRETE DE POLICE N° 2026-09-69

réglementant temporairement les circulations, hors agglomération,
dans le **giratoire des Brucs (RD 98_GI9)**, entre les PR 0+020 et 0+030, sur la **bretelle RD 98_b15**, entre les PR 0+045 et 0+057 et sur la **bretelle RD 198_b4**, entre les PR 0+000 et 0+010,
sur le territoire de la commune de **VALBONNE**

*Le président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes,*

Vu le Code général des collectivités territoriales ;
Vu le Code de la route ;
Vu le Code de la voirie routière ;
Vu le Code général de la propriété des personnes publiques ;
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié, relatif à la signalisation des routes et autoroutes, et les textes subséquents ;
Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière du 22 octobre 1963 (livre I, 8^{ème} partie « signalisation temporaire ») approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié (JO du 30 janvier 1993) et modifié le 6 mai 2020 (JO du 15 mai 2020) ;
Vu les arrêtés en vigueur du président du Conseil départemental, donnant respectivement délégation de signature au directeur général adjoint pour les services techniques et aux responsables de la direction des routes et des infrastructures de transport ;
Vu le règlement départemental de voirie, approuvé par la délibération n° 9 du Conseil général des Alpes-Maritimes du 26 juin 2014, et son arrêté d'application du 21 juillet 2014 ;
Vu la demande de la société IELO LAZO SERVICES, représentée par Mme Lauren RIOTOT, en date du 17 septembre 2026 ;
Vu l'autorisation de travaux n° ARD LOA-ANN-2026-9-335 en date du 22 septembre 2026 ;
Sur la proposition du chef de l'agence routière départementale Littoral-Ouest-Antibes ;

Considérant que, pour permettre l'exécution de travaux de **réparation d'une canalisation télécom ORANGE sous trottoir**, il y a lieu de réglementer temporairement les circulations, hors agglomération, dans le **giratoire des Brucs (RD 98_GI9)**, entre les PR 0+020 et 0+030, sur la **bretelle RD 98_b15**, entre les PR 0+045 et 0+057 et sur la **bretelle RD 198_b4**, entre les PR 0+000 et 0+010 ;

ARRETE

ARTICLE 1 – A compter du **lundi 05 octobre 2026**, dès la mise en place de la signalisation correspondante, **jusqu'au vendredi 09 octobre 2026 à 16 h 30**, de jour, entre 09 h 30 et 16 h 30, les circulations, hors agglomération, dans le **giratoire des Brucs (RD 98_GI9)**, entre les PR 0+020 et 0+030, sur la **bretelle RD 98_b15**, entre les PR 0+045 et 0+057 et sur la **bretelle RD 198_b4**, entre les PR 0+000 et 0+010, pourront s'effectuer selon les modalités suivantes :

a) Cycles/Piétons :

Neutralisation de l'espace partagé (Bretelle 98-b15 à 198-b14).

Dans le même temps :

- les piétons seront renvoyés sur les trottoirs opposés via les traversées piétons sécurisées à proximité, au PR 0+042 de la bretelle RD 198_b15, au PR 0+012 de la bretelle RD 198_b4 et au PR 0+030 de la bretelle RD 98_b14 ;

- les cycles seront renvoyés sur les voies « tous véhicules », selon leurs sens de circulation.

Dans le sens Biot/Valbonne, depuis la traversée piétons sécurisée au PR 0+042 de la bretelle RD 198_b15 ;
dans le sens Sophia-Antipolis/Valbonne, depuis la traversée piétons sécurisée au PR 2+1044 de la RD 198

b) Véhicules : dans le giratoire circulation sur une **chaussée de largeur légèrement réduite du côté droit** (sens Biot/Valbonne), sur une longueur maximale de 20 m.

Les chaussées seront entièrement restituées à la circulation :

- chaque jour à 16 h 30 jusqu'au lendemain à 09 h 30.

ARTICLE 2 – Les mesures de police suivantes seront appliquées sur l'ensemble de la section concernée, conformément aux stipulations de l'article 3 :

- toutes les catégories de véhicules autorisées pourront circuler ;

- dépassement interdit à tous les véhicules ;

- vitesse des véhicules limitée à 50 km/h ;

- la largeur minimale de la voie, devant rester disponible devra être en cohérence avec les catégories de véhicules autorisées à circuler (2.80 m).

ARTICLE 3 – Les signalisations correspondantes seront conformes à la réglementation en vigueur et prendront en compte les recommandations relatives à la catégorie de route concernée, de la dernière édition en vigueur du manuel du chef de chantier.

En particulier, la signalisation par pilotage manuel ne pourra être effectuée que dans de bonnes conditions de visibilité (luminosité suffisante ou éclairage spécifique).

Elles seront mises en place et entretenues par l'entreprise TG OPTIQUE, chargée des travaux, sous le contrôle de l'agence routière départementale Littoral-Ouest-Antibes.

ARTICLE 4 – Le chef de l'agence routière départementale pourra, à tout moment, décider une modification du régime de circulation ou suspendre le chantier, si son déroulement est susceptible de créer une perturbation excessive du trafic ; ou si les injonctions données par ses agents aux intervenants ne sont pas suivies d'effets, pour ce qui concerne les règles de sécurité et d'exploitation de la route.

ARTICLE 5 – Poursuites encourues en cas d'infraction.

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie, conformément aux lois et textes en vigueur.

ARTICLE 6 – Conformément à l'article R.421-1 du Code de justice administrative, tout recours devra être présenté devant le tribunal administratif de Nice, dans un délai de deux mois à compter de la date de publication du présent arrêté.

ARTICLE 7 – Le présent arrêté sera publié dans son intégralité sous forme électronique et mis à la disposition du public sur le site internet du département (<https://www.departement06.fr/les-arretes>) ; et ampliation sera adressée à :

- M. le directeur des routes et des infrastructures de transport,

- M. le chef de l'agence routière départementale Littoral-Ouest-Antibes,

- M. le commandant du groupement départemental de gendarmerie des Alpes-Maritimes,

- M. le directeur départemental de la sécurité publique des Alpes-Maritimes,

- M. le commandant de la compagnie républicaine de sécurité n° 6,

- entreprise TG OPTIQUE – 7, Route de Grasse - 06220 VALLAURIS (en 2 exemplaires, dont 1 devra être remis au chef de chantier pour être présenté à toute réquisition) ; e-mail : tgoptique@hotmail.com,

Chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution ; ainsi que pour information à :

- M. le maire de la commune de Valbonne,
- M. le directeur départemental des services d'incendie et de secours,
- société IELO LAZO SERVICES / Mme Lauren RIOTOT – 50 ter, Rue de Malte, 75011 PARIS ; e-mail : lauren.riotot@ielo.net ; jules.chatellenaz@ielo.net,
- DRIT / CIGT ; e-mail : flguerin@departement06.fr, cigt@departement06.fr, ereynaud@departement06.fr, pbeneite@departement06.fr, aspano@departement06.fr.

Nice, le 02 OCT. 2026

Pour le président du Conseil départemental
et par délégation,
Le directeur des routes
et des infrastructures de transport,



Sylvain GIAUSSERAND